



Crise financière ou récession sociale ?

L'activité économique s'affaiblit en France et l'ampleur de la crise financière laisse présager des jours difficiles.

Pour la majorité des salariés, de retraités, de privés d'emploi la réalité est déjà là : nous sommes depuis de nombreuses années en récession sociale. Et c'est bien cette récession sociale qui explique la faiblesse chronique de l'activité économique, avec ses conséquences graves tant du point de vue social que financier.

A entendre le gouvernement et le patronat, la contraction de l'activité économique en France s'explique par trois facteurs, tous trois extérieurs : la hausse des prix des matières premières, le niveau élevé de l'euro par rapport au dollar et la crise financière éclatée aux Etats-Unis en été 2007.

De telles explications sont bien superficielles. Elles visent surtout à camoufler les vraies causes de la crise.

Nous sommes devant une crise structurelle et non seulement une crise financière

Contrairement à ce veulent faire croire certains experts, cette crise n'est pas simplement une crise de liquidité résultant de l'incapacité des ménages pauvres américains à rembourser leurs emprunts.

La gravité de la crise financière se mesure par l'incapacité des pouvoirs publics à la maîtriser. Les Banques centrales des grands pays industrialisés ont injecté des centaines de milliards de dollars pour éviter l'effondrement des marchés financiers.

Toutefois, ces interventions s'avèrent insuffisantes, ce qui pousse les Etats à intervenir directement pour prendre le contrôle des sociétés en difficulté. Le gouvernement américain est obligé de nationaliser les banques et compagnies d'assurance en faillite. Il s'agit bel et bien de socialiser les pertes. Ce sont les contribuables qui doivent payer pour sauver les financiers.

La financiarisation n'est pas une dérive du capital mais le point d'aboutissement de sa logique

Pour augmenter la rentabilité du capital, les entreprises mettent la pression sur les travailleurs : elle suppriment des emplois, s'opposent à la hausse des salaires, dévalorisent les qualifications, développent la précarité et n'investissent pas suffisamment.

La mondialisation permet la mise en concurrence des travailleurs à l'échelle du monde et accentue les pressions sur le monde du travail. Partout, la part des salaires dans les richesses créées, dans la valeur ajoutée, diminue. En France, elle a reculé de 8 points dans les années 1980 et cette injustice n'a jamais été corrigée.

Cette pression permanente sur les travailleurs conduit à une insuffisance chronique de la demande salariale. Ne trouvant pas suffisamment de débouchés, le capital cherche une rentabilité supplémentaire dans les activités financières, ce qui aboutit à une financiarisation de l'économie.

La dérive dans la financiarisation de l'activité économique résulte et en même temps conduit à une accumulation du capital financier, avec une forte exigence de rentabilité. Des taux de rentabilité de 10, 15, voire 20 % sont érigés en dogmes, alors que les richesses créées évoluent beaucoup moins vite.

De telles normes ont des conséquences directes sur la gestion des entreprises. Les directions se fixent comme objectif premier de répondre aux exigences des actionnaires et propriétaires ; ils ajustent ensuite masse salariale et investissements productifs en fonction de la rentabilité exigée. L'annonce, début septembre, par Renault de suppression de milliers d'emplois est un exemple parmi d'autres de cette stratégie néfaste pour les travailleurs et pour l'économie.

Des taux de rentabilité exigés nettement supérieurs au taux de croissance des richesses produit une situation intenable sur le long terme car elle se nourrit d'une amputation des capacités humaines et matérielles de production. Le système est condamné à des soubresauts de plus en plus importants. C'est à quoi nous assistons depuis notamment un an.

La transformation des créances bancaires en titres financiers pouvant faire l'objet d'achats et de vente sur les marchés financiers (*titrisation*) est un aspect de la dérive dans la financiarisation. Parmi ces créances titrisées, on retrouve les crédits hypothécaires accordés aux ménages à faible revenu, les fameux *subprimes*. Les banques, tant américaines qu'européennes parmi lesquelles les banques françaises, justifiaient l'octroi de ces crédits en prétendant que la hausse des prix de l'immobilier allait permettre à ces ménages de rembourser leur dette. Le problème est que la hausse des prix dans l'immobilier était, et demeure, une facette de la croissance financière. La crise éclate à partir de l'immobilier, mais elle dépasse rapidement ce domaine et s'étend à l'ensemble de l'économie, tant aux Etats-Unis qu'au reste du monde.

Pour grave qu'elle soit, cette crise financière, avec ses conséquences graves pour les travailleurs et pour l'économie, est la manifestation d'une crise structurelle beaucoup plus profonde qui résulte des années de déflation salariale, de récession sociale. Son issue nécessite de rompre avec les politiques anti-salariales et antisociales.

Les entreprises et les pouvoirs publics doivent assumer leurs responsabilités

La situation économique et sociale se dégrade en France. Gouvernement, patronat et experts continuent d'attribuer cette dégradation aux facteurs externes : la hausse des prix des matières premières, la hausse du niveau de l'euro par rapport au dollar, la crise financière. Ces facteurs ont certes un impact négatif sur l'économie française, quoique certaines évolutions atténuent la portée de ces explications : les prix des matières premières ont baissé et le dollar a cessé de perdre de sa valeur par rapport à l'euro.

La faiblesse de l'activité économique en France a surtout des causes internes. Il est impératif de prendre des mesures spécifiques pour remédier particulièrement à trois faiblesses : celle de la consommation et l'investissement, celle de l'emploi et, enfin, celle du pouvoir d'achat.

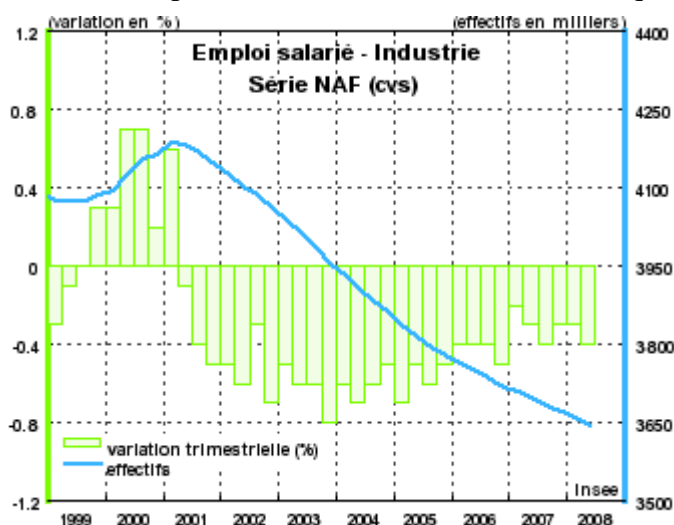
La demande intérieure est faible

La consommation des ménages est en berne et l'investissement des entreprises diminue. Les importations progressent plus vite que les exportations. C'est seulement la constitution des stocks par les entreprises qui contribue positivement à la croissance économique.

Quant aux perspectives des prochains mois, selon les dernières prévisions de la Banque de France, jugées trop optimistes, le taux de croissance de l'économie française serait de l'ordre de 1 % en 2008, soit moitié moindre que les prévisions du gouvernement.

L'emploi diminue

Conséquence et cause du ralentissement de l'économie, l'emploi diminue. Lorsqu'on fait le compte des emplois créés et supprimés, plus de 19 000 emplois salariés manquent à la fin du second trimestre. Le recul de l'emploi concerne aussi bien l'industrie que le secteur tertiaire.



La situation risque de s'empirer. Des milliers de suppressions d'emploi sont programmées et annoncées. Dans ce contexte le chômage, le sous-emploi et la précarité risquent d'accroître. Selon l'Insee, 4,3 millions de personnes souhaiteraient travailler plus ou même travailler tout simplement.

Exemples de plans de suppressions d'emplois

Renault	6 000
Caisse d'Epargne	4 500
PSA	1 090
Imperial Tobacco	1 060
Natixis	850 + 800 empls chez les prestataires extérieurs
Doux	647
Camif	509
Crédit Agricole/Calyon	250

Le pouvoir d'achat recule

Nicolas Sarkozy avait fait du pouvoir d'achat un axe de sa campagne présidentielle. Un an après son élection, force est de reconnaître que les diverses mesures prises par son gouvernement n'ont pas permis d'améliorer la situation. Selon un sondage réalisé en août dernier, 82 % des personnes interrogées considèrent que « la politique gouvernementale n'améliore pas leur pouvoir d'achat ».

Cette réalité est celle que connaissent depuis déjà plusieurs années la plupart des salariés, les retraités, les privés d'emploi. Elle est à l'origine des phénomènes alarmants.

La pauvreté, qui avait diminué dans les années 70 et 90, ne régresse plus depuis le milieu des années 90 et frappe de plus en plus des populations jeunes. Les écarts entre catégories sociales se creusent d'une nouvelle manière. Au milieu des années 50, les cadres touchaient en moyenne quatre fois plus que les ouvriers, mais compte tenu de la progression des salaires, les ouvriers pouvaient compter rattraper le niveau de vie des cadres au bout de 30 ans. Aujourd'hui, les cadres touchent environ 2,7 fois le salaire des ouvriers, mais les salaires augmentent beaucoup moins vite. Il faut désormais deux siècles aux ouvriers pour espérer rejoindre les cadres.

Ce n'est pas « *l'accalmie des prix* » au mois d'août, dont se félicite la ministre de l'Economie et des Finances, qui va changer ces données. En un an les prix à la consommation ont augmenté de 3,2 %. Les prix des produits les plus sensibles pour les salariés et les ménages à revenu modeste ont augmenté plus vite, ce qui obère leur pouvoir d'achat. Le coût de l'énergie a augmenté de 15,3 % et celui de l'alimentation de 5,2 %.

Il convient de souligner que sur les marchés mondiaux, les prix des matières premières et du pétrole ont fortement diminué depuis le milieu d'été. Le baril de pétrole a chuté d'environ 40 %. Pourtant, les prix à la pompe ne diminuent guère. La différence alimente les profits des compagnies pétrolières au bonheur de leurs actionnaires.

La faiblesse du pouvoir d'achat ne date pas d'aujourd'hui. Elle était déjà là avant même la hausse des prix des matières premières en début de l'année. Le recul du pouvoir d'achat résulte avant tout de l'insuffisance des salaires et du développement de la précarité. Elle est accentuée, surtout pour les ménages à revenu modeste, par la hausse plus que proportionnelle du poids des dépenses dites incompressibles, parmi lesquelles le loyer, les transports et l'énergie.

Le recul du pouvoir d'achat qui touche une grande partie des salariés, des retraités et des privés d'emploi pèse sur la consommation, et partant sur l'emploi, l'investissement et l'activité économique, avec des conséquences graves pour les travailleurs.

Pour sortir de cette situation, un ensemble de mesures sont nécessaires, tant au plan national qu'européen et mondial

Nicolas Sarkozy dit que les responsables de la crise financière doivent être sanctionnés. Il évoque aussi la nécessité des mesures de régulation. Le même discours est prononcé notamment par les autorités américaines.

Si l'ampleur de la crise financière oblige les autorités à admettre la nécessité d'instaurer de nouveaux mécanismes de contrôle et de régulation des marchés financiers et des institutions bancaires, le contenu de ces mécanismes doit être précisé. Pour complexe et technique qu'il soit, ce débat ne peut pas être délégué aux spécialistes. Il doit s'appuyer sur les apports du mouvement social.

Au-delà de cette nécessaire régulation et maîtrise des marchés et du système financier, cette crise met en exergue le besoin d'une stratégie de développement social et économique : augmenter les salaires, les pensions et les minima sociaux, créer des emplois qualifiés, stables et bien rémunérés, accroître les investissements productifs.

Au mépris des revendications et des demandes sociales, et conformément aux souhaits patronaux, le gouvernement multiplie les attaques contre le monde du travail : remise en cause des 35 heures, instauration des pratiques autoritaires contre les chômeurs, pour ne citer que des exemples parmi les plus significatifs. De telles pratiques ne peuvent qu'aggraver la situation.

Dans cette conjoncture difficile, le rôle de la puissance publique est décisif :

- L'Etat peut amorcer une nouvelle dynamique salariale en donnant un « coup de pouce » au Smic et valoriser les pensions et les minima sociaux.
- Il peut aussi soutenir réellement les investissements productifs en réorientation des dépenses effectuées au nom de l'emploi et de l'investissement dont la plupart s'avèrent inefficaces voire contreproductives, et en instaurant une véritable politique industrielle.

Un nombre de plus en plus important d'experts insiste aujourd'hui sur la nécessité de mobiliser autrement les politiques budgétaire et monétaire.

- La stratégie de la Banque centrale européenne ne peut pas être axée sur la seule stabilité des prix. L'accélération récente de la hausse des prix s'explique en partie par la hausse des prix des matières premières. Cette source d'inflation échappe à la Banque centrale européenne. Dans de telles conditions, axer la politique monétaire sur la stabilité des prix reviendrait à s'opposer à la nécessaire hausse des salaires au nom de la lutte contre l'inflation.

Par ailleurs, dans un contexte où les banques durcissent les conditions d'octroi de crédits, l'Etat pourrait faciliter ces conditions en instaurant, par exemple, un mécanisme de crédits bonifiés. Les mécanismes européens pourraient aussi être mobilisés.

- Il est également nécessaire de rompre avec la conception dogmatique du pacte de stabilité et de croissance. Ainsi, par exemple, les investissements publics devraient être isolés dans le budget de l'Etat et l'équilibre budgétaire devrait être envisagé sur le moyen-long terme.

Même si l'on arrive au terme de la présidence française de l'Union européenne, il est encore temps que la France prenne des initiatives pour avancer dans ces domaines, tout comme dans le domaine social. Il faut souligner qu'en l'absence des décisions et d'orientations politiques, c'est bien la Cour de justice européenne qui définit de fait les règles au détriment des travailleurs.

Au niveau national cette crise montre l'intérêt qu'il y aurait à constituer un pôle public financier autour des institutions qui demeurent sous influence de l'Etat ou de la puissance publique : Caisse des Dépôts et Consignations, Banque Postale, OSEO...

Il s'agit en effet moins de « réguler la finance » que de mettre l'épargne et le crédit au service d'une politique de développement économique et social.

Cela justifie aussi que les droits d'intervention des salariés et de leurs représentants soient reconnus et renforcés à tous les niveaux de la vie économique.